

1. Record Nr.	UNINA9910811937403321
Titolo	Renforcer l'integrite du secteur public au Maroc // OECD
Pubbl/distr/stampa	Paris : , : OCDE, , [2016] ©2016
ISBN	92-64-25361-0
Descrizione fisica	1 online resource (142 pages)
Collana	Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique
Disciplina	320.964
Soggetti	Morocco Politics and government
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia
Nota di bibliografia	Includes bibliographical references.
Nota di contenuto	Répondre aux griefs des citoyens à l'encontre de l'administration publique : l'Institution du Médiateur du Royaume -- Conclusion -- Concevoir le mandat d'un organisme marocain spécialisé dans la lutte contre la corruption -- Réformer l'environnement de l'intégrité au Maroc -- Résumé -- Introduction -- Acronymes et abréviations -- Avant-propos.
Sommario/riassunto	Le Maroc est en train de réformer son cadre légal, politique et institutionnel de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance. Cette revue fonctionnelle analyse deux institutions marocaines, l'Instance centrale de prévention de la corruption (ICPC) et l'Institution du Médiateur du Royaume (IMR), dont les mandats respectifs ont été modifiés par la nouvelle Constitution de 2011 afin de renforcer leur rôle dans le système de l'intégrité du pays. Elle examine les cadres législatifs, institutionnels et politiques des institutions, et propose des recommandations afin de permettre à l'ICPC (qui deviendra la nouvelle Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption) d'assumer le plus efficacement possible son rôle. Ainsi, elle vise à permettre à l'ICPC de jouir pleinement de ses nouvelles prérogatives s'agissant de répression de la corruption. La revue permet également à ce que l'IMR, qui gère les plaintes des citoyens en rapports avec l'administration publique, puisse agir du mieux possible en vue d'altérer positivement les malversations au sein du secteur public. Le rapport analyse la place de ces deux institutions dans le cadre global

de gouvernance au Maroc. Il propose des réformes pour améliorer la coopération entre les institutions publiques ainsi qu'avec les acteurs de la société civile dans l'intérêt de la population civile marocaine.
